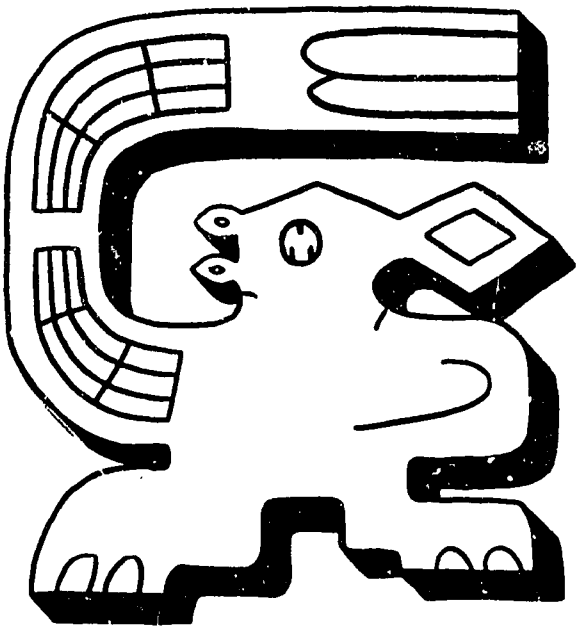
PN-AAN-172
ISN:29840

LTC Reprint 131-F
U.S. ISSN 0084-0807

62

February 1978



Quelques réflexions sur la question agraire dans les démocraties populaires

Boguslaw Galeski

LAND TENURE CENTER
University of Wisconsin-Madison
53706

PNAAN 17

Quelques réflexions sur la question agraire dans les démocraties populaires

par Boguslaw Galeski

Définition d'une politique agraire

Dans le passé comme aujourd'hui, la question agraire se ramène au problème suivant: dans quelle direction et de quelle manière faut-il modifier le système économique de l'agriculture et, par conséquent, la situation sociale de certaines ou de toutes les classes et catégories sociales. Une réponse sérieuse à la question ainsi posée (le programme agraire d'une organisation définie, par exemple d'un parti politique) doit contenir au moins trios éléments:

Une vision d'une "bonne agriculture", c'est-à-dire une définition des formes de production et des principes de fonctionnement du système économique dans l'agriculture, de manière à ce que le rendement et (ou) la rentabilité soient meilleurs grâce à l'abaissement des coûts, ou -- autrement dit -- de façon à assurer l'accroissement de la productivité du sol et du travail, sans pour autant négliger la réalisation des principes d'égalité sociale préconisés par les auteurs d'une telle vision.

Le système économique de l'agriculture est habituellement considéré comme une partie du système économique général dans la cadre duquel il doit réaliser les objectifs d'ensemble qui lui sont assignés.

La critique de la situation actuelle, donc la mise en évidence des facteurs du système économique de l'agriculture et de ses processus qui sont à l'origine des phénomènes desastreux (misère, chômage, pénurie alimentaire, surpeuplement agraire, etc.), qui ne permettent pas d'obtenir les avantages économiqeus souhaités, qui portent atteinte aux principes de justice sociale et engendrent des conflits sociaux, ou interdisent de résoudre ces conflits et de réaliser la justice sociale.

La définition des moyens capables de réorganiser le système économique de l'agriculture (de la politique agraire) qui assureront la mise en oeuvre de forces sociales déterminées dans le sens voulu. Parmi ces moyens, on peut distinguer ceux qui serviront à atteindre les objectifs finaux et ceux qui découlent de la situation présente et sont imposés par la tactique du moment.

Le programme agraire, produit de l'organisation ou de la classe sociale qu'elle représente

Il est évident que la formulation de la politique et du programme agraires découle de l'idéologie adoptée et des buts politiques à long et court termes. Aussi bien l'idéologie que les buts politiques de toute organisation (un parti) ont pour facteur déterminant les intérêts de la classe sociale (ou des classes) qu'elle représente, ou -- autrement dit -- les intérêts de sa clientèle. Ces derniers sont toutefois liés aux intérêts particuliers de l'organisation elle-même. Ce point important, car l'on ramène fréquemment les objectifs d'une organisation aux intérêts de la classe sociale qu'elle représente, alors que, comme le démontrent de nombreux sociologues contemporains, chaque organisation (et les unités structurelles qui la composent) crée ou réalise des buts autonomes qui ne se laissent pas réduire à ceux de telle ou telle classe.

Tous les facteurs qui déterminent un programme agraire sont sujets à des changements. Ceux-ci peuvent affecter aussi bien la clientèle de l'organisation (parti politique) que ses intérêts (directs et à long terme), même quand cette clientèle reste inchangée. De ce fait, l'idéologie doit, elle-aussi, subir des modifications qui peuvent porter soit sur les idées, soit sur la valeur accordée aux unes par rapport aux autres, soit même uniquement sur la manière d'interpréter les principes idéologiques dont la formulation ne variera pas, ce qui peut être particulièrement important dès que l'on veut préserver, aux yeux de la clientèle, la légitimité de l'idéologie de l'organisation. L'idéologie évolue en fonction de l'expérience pratique acquise par l'organisation, et des attentes de sa clientèle. De plus les changements qui affectent la structure et l'équilibre du système économique général ont des répercussions sur l'agriculture et nécessitent l'explication de faits nouveaux ou la solution de difficultés imprévues. Enfin, la situation politique de l'organisation se modifie, déterminant des changements dans l'importance et la nécessité des alliances et des compromis, et exigeant la formulation de nouveaux objectifs tactiques et la redéfinition des buts stratégiques.

Tous ces facteurs doivent être pris en considération dans toute interprétation de la question agraire, ils expliquent les différences de programmes agraires et surtout de politique agraire des partis communistes dans las démocraties populaires. L'idéologie et les buts politiques généraux restent formellement les mêmes, mais la politique agraire est très différente d'un pays à l'autre.

Les principes marxistes-léninistes et l'agriculture

L'idéologie des partis communistes, généralement prise comme l'ensemble des idées embrassées par le

terme général de marxisme-léninisme, telles qu'elles sont officiellement admises et enseignées dans les démocraties populaires, postule la socialisation des moyens de production. Ce postulat est fondé sur la conviction, sur le principe idéologique fondamental que la propriété privée des moyens de production freine le développement des moyens de production et -- partant -- que seule la nationalisation de ces moyens assurera un développement technologique et économique rapide et ininterrompu. A cette conviction s'en ajoute une autre, qui est aussi une thèse idéologique fondamentale, à savoir que la propriété privée des moyens de production conduit à l'exploitation économique et à l'oppression politique de certaines classes par les autres, et que donc seule la socialisation de ces moyens de production permettra d'abolir les classes sociales et d'établir des rapports de fraternelle coopération entre les couches sociales ainsi qu'un développement sans entraves de l'individu, naturellement pleinement identifié à la société socialiste. Les raisons, tant économiques que sociales, supposent donc que la solution de la question agraire doit, dans le cadre de cette idéologie, revêtir le caractère d'une abolition de la propriété privée des moyens de production. Outre les principes idéologiques cités plus haut, qui justifient cette abolition, le *marxisme-léninisme* comprend une série de convictions qui ne découlent pas nécessairement des principes fondamentaux mais n'en influencent pas moins fortement la façon de considérer la question agraire. Citons par exemple:

le besoin ou même la nécessité d'accorder la priorité au secteur produisant les moyens de production (industries d'extraction et industrie lourde en général), par rapport au secteur des biens de consommation (donc également a l'agriculture);

la supériorité économique des grandes organisations productrices sur les petites, et donc celle des grandes exploitations agricoles sur les petites;

la supériorité de l'économie centralisée et dirigée sur l'économie de marché. Ces convictions justifient concrétement l'abolition de la propriété privée des moyens de production et définissent les traits fondamentaux du système agraire souhaité. Ce serait donc un système fondé sur des grandes unités de production, identiques par le mode de travail (mécanisation, division du travail, contrôle de l'exécution) aux entreprises industrielles. De même que l'industrie, la distribution et les services, les grandes exploitations agricoles seraient soumises à la planification et à la gestion centralisées, et subordonnées aux buts économiques généraux et aux normes de développement établies. A cette vision de la *bonne agriculture*, il faut ajouter que le marxisme-léninisme considère la propriété d'Etat comme la forme *suprême* de propriété, de sorte que la formule finale de *socialisation* des moyens de production signifie en fait leur *nationalisation* ou plutôt *étatisation*, ce qui doit, d'une part, assurer l'efficacité de la planification et de la gestion économiques et, de l'autre, l'abolition des classes sociales par la transformation des travailleurs de l'agriculture et des autres secteurs en fonctionnaires de l'Etat.

La réforme agraire et l'édification d'une "agriculture socialiste"

La solution de la question agraire, contenue implicitement dans l'idéologie et exprimée explicitement dans les manuels de marxisme-léninisme en vigueur dans les démocratie populaires, se retrouve -- en ce qui concerne le modèle final de la *bonne agriculture* -- dans les programmes agraires adoptés par les partis communistes, sous une forme plus ou moins développée qui se réduit le plus souvent à une formule très générale, constatant que le parti tend "à l'édification d'une agriculture socialiste". La plus grande partie du programme agraire est faite de formules liées aux buts politiques,

stratégiques et tactiques du parti pour chaque période considérée.

Lorsque le parti communiste est dans l'opposition et vise la prise du pouvoir, les formulations du programme agraire sont surtout dirigées contre les programmes et politiques agraires des partis au pouvoir, donc contre les propriétaires terriens, la bourgeoisie, les sociaux-démocrates ou les partis paysans et, en général, contre leurs conceptions de la *bonne agriculture*. Habituellement, le programme exige le démembrement des grandes propriétés en faveur des ouvriers agricoles ou des petits paysans, selon le groupe social dont le parti recherche l'appui. Viennent ensuite le désendettement des agriculteurs, un crédit à faible taux d'intérêt et la suppression des intermédiaires privés entre les producteurs agricoles et les consommateurs.

La nationalisation du sol ou la socialisation de l'agriculture apparaissent plus rarement parmi les exigences, les formes coopératives de propriété étant, par ailleurs, préférées aux formes étatiques.

Il est évident que le contenu concret du programme agraire correspond aux difficultés économiques ressenties à un moment donné par le pays considéré, ainsi qu'à la force du parti communiste et à sa recherche de nouveaux alliés.

Dans un pays à fort surpeuplement agraire comme la Pologne, la revendication d'une réforme agraire radicale et du desendettement des agriculteurs devait s'accompagner de la création d'emplois en dehors de l'agriculture, unique façon de mettre fin à ce surpeuplement C'était là un argument de plus contre les puissants partis paysans qui, dans leurs programmes, ne postulaient pas d'une maniere assez claire ou réaliste l'industrialisation du pays, limités qu'ils étaient par la perspective dans laquelle ils envisageaient les problèmes économiques et sociaux.

Quelles que soient les erreurs que les partis communistes aient pu commettre avant la guerre dans les démocraties populaires d'aujourd'ui, leurs programmes étaient alors dirigés contre les grands propriétaires fonciers et revendiquaient une réforme agraire radicale qui donnerait la terre aux petits paysans, recommandant de manière plus ou moins voilée l'exploitation collective, économiquement plus avantageuse. La solution de la question agraire et les programmes étaient à cette époque subordonnés moins à la vision d'une *bonne agriculture* (qui n'était d'ailleurs pas désignée comme un but immédiat et direct) qu'à un objectif politique stratégique: la conquête du pouvoir. Quant aux formulations concrètes du programme aux différentes périodes, elles servaient les buts tactiques des partis, par exemple la création d'un front unique avec les sociaux-démocrates ou les parties paysans, et devaient tout au moins empêcher la clientèle de ces partis de s'opposer aux communistes.

Etant donné les différences considérables dans l'industrialisation, le degré de commercialisation de l'agriculture et de morcellement du sol, le surpeuplement agraire, etc., la force du parti communiste par rapport aux autres, et malgré les mêmes principes idéologiques et les mêmes orientations politiques, globalement déterminées par le Komintern, les programmes agraires et les analyses de la question agraire dans les documents du parti et les études inspirées par lui, différaient tant par les formules plus ou moins détaillées relatives au modèle futur de l'agriculture que par la définition des principes et des moyens de réalisation de la réforme agraire dans chacune des démocraties populaires actuelles.

La période de prise de pouvoir dans les démocraties populaires

La période de prise du pouvoir par les partis communistes dans les démocraties populaires pré-

sente des particularités qui la distinguent de la révolution russe. La prise du pouvoir s'est effectée lors de l'avance victorieuse de l'armée soviétique contre l'Allemagne nazie, et en sa présence, dans les pays ayant subi de fortes pertes humaines et matérielles, ainsi que la déplacement de certaines frontières.

En Pologne, où les partis gouvernementaux d'avant-guerre avaient vu s'effondrer leur influence, tandis que leur clientèle perdait ses forces (surtout les grands propriétaires terriens), la réforme agraire a pu s'accomplir sans résistance sérieuse, d'autant plus qu'elle s'est accompagnée de la confiscation des propriétés ex-allemandes, tant sur l'ancien territoire de l'Etat polonais que dans les provinces recouvrées. Simultanément avaient lieu d'importants mouvements migratoires, surtout des régions passées à l'Ukraine et à la Biélorussie, alors que la pression démographique était faible, en raison des fortes pertes humaines. En outre, les provinces recouvrées, à l'ouest et au nord du pays étaient relativement industrialisées et urbanisées, ce qui offrait aux paysans sans terre, aux petits paysans et aux ouvriers agricoles la possibilité de quitter la campagne. Les problèmes d'avant-guerre, et donc la faim de la terre et le surpeuplement agraire, le chômage latent dans les campagnes, etc., étaient devenus moins aigus, tandis que d'autres problèmes, tels l'endettement des paysans envers l'Etat de 1939, avaient tout simplement cessé de se poser. Toutefois, le front national constitué pendant la guerre devait compter avec ceux des partis politiques qui, à l'encontre des autres, avaient augmenté leurs forces, c'est-à-dire avec les partis socialiste et paysan. Le programme agraire ne devait donc pas léser les intérêts de leur clientèle. De là provient le plafond élevé fixé pour l'expropriation des exploitations agricoles, soit 50 hectares dans le sud, le centre et l'est du pays, et 100 hectares dans les provinces de l'ouest et du nord. De là provient le rejet de la collectivisation de l'agriculture, seules étant

admises les coopératives transitoires dont le statut prévoyait le partage des terres entre les membres dès que ceux-ci seraient en état de les cultiver individuellement. De là proviennent enfin les concepts d'une *saine exploitation familiale*, plus proches de l'agrairisme que du communisme, visant surtout la mise en valeur des territoires recouvrés. De plus, le programme agraire maintenait le fonctionnement du marché, les coopératives rurales devant servir d'intermédiaires entre les producteurs agricoles et les consommateurs, ainsi qu'entre les producteurs et l'industrie nationalisée et coopérative.

On peut donc considérer que à cette époque, la solution de la question agraire a été totalement subordonnée aux objectifs politiques. On n'y trouvait nulle vision marxiste-léniniste d'une *bonne agriculture*, même voilée par une formule très générale.

Les buts politiques immédiats ont également influencé la rédaction des programmes agraires dans les autres démocraties populaires. Malgré des conditions toutes autres qu'en Russie, on y appliquait le mot d'ordre "avec toute la paysannerie" admis par Lénine pour l'étape de la révolution démocratique.

Un autre facteur jouait un grand rôle: la nécessité, surtout en Pologne, de reconstruire l'économie détruite par la guerre, ce qui réclamait la maintien des puissants stimulants du secteur privé dans l'agriculture et, dans une moindre mesure, le commerce, les services et la petite industrie.

Collectivisation et lutte de classes

La période de politique "démocratique générale" a été relativement brève dans les démocraties populaires. Elle a pris fin en 1948-1949 avec la prise totale du pouvoir par les partis communistes et

l'élimination de leurs concurrents (Tchécoslovaquie) ou avec un tel renforcement de l'autorité du parti communiste que les forces politiques opposées ou autonomes cessèrent pratiquement d'exister.

La politique et les principes anterieurs sont alors rejetés, cédant la place à un programme agraire qui prévoit en premier lieu la collectivisation de l'agriculture. Celle-ci est justifiée tant par des raisons économiques (incapacité de l'exploitation familiale à la production de masse et, partant, "retard" de l'agriculture sur l'industrie), que sociales (danger de renaissance du capitalisme par l'exploitation des petits paysans). Tous les instruments de la politique agraire et sociale furent subordonnés au programme de collectivisation, avec, tout d'abord, le système des livraisons obligatoires et des impôts condamnant les exploitations privées à la non rentabilité et avantageant les exploitations collectives, les crédits favorables aux nouvelles exploitations collectives, l'approvisionnement exclusif de celles-ci en machines, engrais chimiques et autres moyens de production, les prestations sociales (service de santé, retraites, accès à l'enseignement supérieur, loisirs, culture) privilégiant les travailleurs des exploitations collectives, etc. Calquées sur les MTS soviétiques, les stations de services agricoles (surtout mécaniques) du réseau implanté par l'Etat deviennent aussi un puissant instrument de la collectivisation, puisqu'elles font dépendre tout travail du regroupement des terres et de la suppression des dérayures.

La collectivisation s'accompagne d'une politique, menée avec plus ou moins d'égards, de *limitation et de refoulement* des éléments capitalistes, visant à dresser les paysans moins aisés contre les riches. Cette politique réalise un objectif simple: elle transforme le conflit entre les paysans et l'appareil chargé de la collectivisation (de fait entre les paysans d'une part, le parti et l'Etat de l'autre) en conflit de classes entre les paysans pau-

vres et les *koulaks*. Cette technique, connue et décrite par les sociologues de l'organisation, consiste, par l'entremise de symboles, à introduire des conflits imaginaires, à isoler et liquider les foyers de protestation, soit en les absorbant, soit en poussant certains groupes à des agissements extrêmes qui justifient le recours à la force. Le second objectif de la politique de *limitation et de refoulement* est l'appropriation des moyens économiques par les exploitations collectives en voie d'organisation. Naturellement, l'absorption des paysans, surtout moyens, hostiles à la collectivisation, résulte de compromis. Un exemple éloquent en est fourni par les premiers statuts des exploitations collectives bulgares qui assuraient aux nouveaux adhérents la réalisation de la rente foncière et du revenu du capital en distribuant une partie des bénéficees en fonction de l'apport en terre, en cheptel et en mobilier. La politique de compromis applique les principes du *plan coopératif* de Lénine qui, selon l'interprétation admise dans les démocraties populaires, consistait à passer graduellement des formes moins développées de coopération aux formes plus évoluées. Ces dernières doivent assurer la prédominance et ensuite l'exclusivité de la production socialisée par rapport à l'individuelle, assurant la rémunération des producteurs uniquement en proportion de l'apport de travail, et enfin conduisant à une subordination plus stricte à la planification et à la gestion économiques de l'Etat.

Spécificité des situations nationales

La collectivisation dans les pays de démocratie populaire a suivi le modèle soviétique, mais avec de fortes différences dues tant aux particularités de la structure socio-économique de chacun d'eux qu'à la spécificité du rapport des forces politiques. Tout d'abord, ils n'ont pas procédé à la nationalisation de la terre qui, d'ailleurs ne figurait pas au programme des partis communistes ni

avant la guerre, ni lors de la prise du pouvoir. Etant donné que l'émancipation des paysans s'y était accomplie plut tôt et que l'abolition du servage y avait été plus radicale qu'en Russie, la propriété paysanne du sol s'était beaucoup plus fortement enracinée. En outre l'*obscina* russe (collectivité locale disposant du sol) y était inconnue. Le mot d'ordre de nationalisation de la terre aurait, dans ces conditions, inévitablement dressé les paysans moyens, et même petits, contre les partis communistes. Ceux-ci ont donc cherché un compromis en inscrivant dans les statuts, tout au moins de certaines exploitations collectives, le principe de répartition des revenus en nature et en argent suivant l'apport en terre de chaque famille. Ce compromis était indispensable face aux familles qui, depuis des générations, cultivaient leur propre sol, mais il ne l'était pas au regard de celles qui avaient bénéficié de la réforme agraire ou de l'attribution (en Pologne) de fermes abandonnées par les Allemands. En effet, dans ce dernier cas, la propriété privée du sol était toute fraîche, la terre avait été donnée par l'Etat qui conservait sur elle certains droits, tandis que la légalisation des nouveaux titres de propriété se faisait lentement et que les concessions étaient sujettes à de fréquents changements. Par conséquent, en fonction du caractère de l'exploitation paysanne, des superficies distribuées lors de la réforme agraire (une partie des terres avait d'ailleurs été confiée aux exploitations agricoles d'Etat), il fallait créer un nombre plus ou moins grand de variantes de fermes collectives assurant un compromis avec les différents groupes de paysans. Toutes ces variantes étaient d'ailleurs conçues conformément au *plan coopératif* de Lénine, comme des formes uniquement transitoires, assurant une évolution graduelle vers des formes collectives de plus en plus développées. A titre d'exemple, disons que ce n'est que la troisième forme, la plus évoluée, qui assurait le partage des revenus uniquement en fonction de l'apport de travail.

Tous ces facteurs -- renonciation dans la théorie et la pratique à la nationalisation de la terre dans toutes les démocraties populaires, importance des superficies appropriées par l'Etat et distribuées lors de la réforme agraire, intensité des migrations causées par les transferts de population et le peuplement des provinces recouvrées, rapport numérique entre les paysans nantis par l'Etat et ceux qui étaient propriétaires depuis des générations -- ont décidé du mode de réalisation du programme de réorganisation socialiste de l'agriculture, de la proportion d'exploitations d'Etat et des divers types d'exploitations collectives constituant un compromis avec les groupes paysans que le pouvoir voilait se concilier. Tout ceci préjugeait déjà de la spécificité du programme de collectivisation dans les démocraties populaires par rapport à l'Union soviétique, ainsi que des différences dans ce domaine entre les partis communistes des pays considérés.

Influence de l'industrialisation sur la collectivisation de l'agriculture

Un autre facteur essentiel des différences apparues dans la collectivisation de l'agriculture fut le degré, et ensuite le rythme, de l'industrialisation. Il exerça une influence directe sur la structure démographique. Dans les pays ou régions les plus industrialisées, donc en *Tchécoslovaquie* (ou plus exactement en Bohême et en Moravie), et en *Alemagne de l'Est*, le pourcentage de la population employée dans l'agriculture (et en général de la population rurale) était relativement bas. L'accélération de l'industrialisation ne pouvait que considérablement réduire les réserves de main-d'oeuvre dans l'agriculture, surtout en Allemagne de l'Est, pays à faible densité de population. Ceci rendait nécessaires les grandes exploitations agricoles et indispensable (et possible) leur mécanisation. Ce fut là un facteur favorable au programme de collectivisation. En outre, la structure agraire de ces

régions, qui comportait une forte proportion de grandes exploitations paysannes (résultat de l'industrialisation et du niveau de commercialisation de l'agriculture), obligeait à ménager les propriétaires.

Les partis communistes des pays considérés appliquaient surtout la politique de *limitation et de refoulement*, et ensuite de *liquidation* des *capitalistes* ruraux à l'égard des opposants résolus. Ils cherchaient plutôt à faciliter aux *koulaks* l'entrée dans les exploitations collectives (en Pologne, leur admission dans les coopératives agricoles de production ne fut autorisée qu'en 1955). La pénurie de main-d'oeuvre, ainsi que l'importance des dépenses (surtout pour la mécanisation) nécessitées par le relèvement de la productivité et du rendement de travail dans l'agriculture, étaient là des arguments très convaincants. Tout autre était la situation dans les pays peu industrialisés, à fort surpeuplement agraire et fortes traditions de vie rurale, dues à l'importance des collectivités paysannes locales. En *Roumanie* et en *Bulgarie*, la réforme agraire ne pouvait pas créer d'exploitations familiales capables de se suffire économiquement à elles-mêmes. L'industrie était incapable d'absorber les excédents de main-d'oeuvre des campagnes.

L'unique solution qui s'imposait était donc l'intensification de la production agricole exigeant des dépenses pour la construction de fermes d'élevage, l'amélioration de sols, l'extension des cultures maraîchères, etc. Dans ces pays, le programme de collectivisation ne lésait pas, en principe, les intérêts des petits paysans. La superficie de la parcelle individuelle laissée à la disposition de chaque famille de ce groupe n'était pas très inférieure à celle de l'ancienne exploitation. D'autre part, la création de productions spécialisées, et demandant un apport considérable de travail, permettait utilement d'employer les réserves de main-d'oeuvre. L'accès à une ferme collective signifiait donc, pour la famille paysanne, une légère

diminution des surfaces possédées avec, en revanche, la possibilité d'un travail salarié permanent. La cohésion relativement poussée des anciennes collectivités locales assurait, en outre, une plus grande compréhension des formes de propriété, d'usage des sols de travail en commun.

Moins favorable à la collectivisation était la situation des pays moyennement industrialisés, où les surfaces englobées par la réforme agraire avaient été considérables en raison de la puissance économique des propriétaires terriens d'avant-guerre. C'était le cas de la *Hongrie* et de la *Pologne*, où la collectivisation ne pouvait tirer argument d'une pénurie de main-d'oeuvre agricole, tandis que les progrès de l'industrialisation résolvaient les difficultés des exploitations paysannes les plus petites. En effet, leurs propriétaires pouvaient aisément trouver un emploi salarié complémentaire dans les nouvelles usines et entreprises. Ce facteur a surtout joué en Pologne, où le peuplement des territoires recouvrés (relativement industrialisés) avait, en outre, sérieusement réduit le surpeuplement agraire, tandis que les petits paysans qui n'avaient pas migré profitaient des emplois offerts sur place par les nouvelles industries. Par conséquent, l'unique groupe susceptible d'admettre l'idée de la collectivisation comprenait les anciens ouvriers agricoles nantis par la réforme agraire, mais ne mettant que difficilement leur terre en valeur (faute d'équipement, de savoir et d'habitude), et les personnes déplacées qui se heurtaient aux mêmes obstacles ainsi qu'à l'arbitraire de l'administration qui disposait en fait de la terre (et de toutes les formes d'aide) et modifiait souvent le lieu et la surface des exploitations ex-allemandes concédées. Eu égard au groupe le plus nombreux des propriétaires d'exploitations familiales, depuis des générations, il fallut recourir à des compromis particuliers. En *Hongrie*, furent adoptées des coopératives maintenant la famille en tant qu'unité de production. Celle-ci se voyait confier une superficie déterminée et des mo-

yens appropriés, après quoi la récolte était partagée proportionnellement entre la famille et la coopérative. Ce système, accompagné d'une grande tolérance dans l'attribution de parcelles individuelles et d'un régime économique axé sur les stimulants du marché, et accordant une large autonomie aux unités économiques, conduisit plus tard à une manière très spécifique de réaliser la collectivisation.

En *Pologne*, par contre, les conflits dans les campagnes étaient particulièrement aigus, de sorte que la politique *de limitation et de refoulement* y fut très brutale. Pendant la crise politique de 1956, l'attitude des larges couches paysannes envers le programme de la nouvelle équipe gouvernementale étant un facteur important, le pouvoir renonça à la collectivisation. Dans les années suivantes, sa reprise était d'autant plus difficile que la question alimentaire se posait d'une manière de plus en plus aiguë, que maints obstacles s'opposaient aux migrations des jeunes des campagnes vers les villes, et que le rendement du travail dans toute l'économie était bas.

Selon les niveaux d'industrialisation acquis et réalisés après la guerre, la situation économique et démographique générale favorisait ou ne favorisait pas l'accomplissement du programme de collectivisation. Dans les pays les plus évolués, il y eut, dès le début, de grandes exploitations collectives, proches de l'étatisme par maints aspects (salaires, gestion). Les pays les moins industrialisés procédèrent à l'intensification de l'agriculture, s'appuyèrent sur les traditionnelles communautés rurales ou la double activité des petits cultivateurs. Enfin, les pays moyennement industrialisés durent rechercher des compromis très particuliers: organisation spécifique des exploitations collectives et système économique général décentralisé en Hongrie; recherche d'une solution spécifique de la question agraire en Pologne, mais

avec le maintien de la vision prespective d'une *bonne agriculture*.

Influence des facteurs politiques

La force des diverses classes sociales, des groupes socio-professionnels et, partant des partis politiques, est déterminée par le niveau de développement social et economique du pays, ainsi que par la structure socio-économique. Ce système d'interdépendances, auxquelles s'ajoutent d'autres déterminations historiques (lutte pour l'indépendance, alliances au sein du front national, etc.), peut être relativement bien analysé pour la période d'avant-guerre, donc antérieure à la prise du pouvoir par les communistes dans les actuelles démocraties populaires. On y trouve l'explication des divergences entre les programmes agraires des partis communistes considérés, bien que l'existence du Komintern à cette époque, et la force relative de chaque parti en son sein, ne permettent pas de fonder l'analyse exclusivement sur les facteurs nationaux, mais obligent à la rapporter également aux objectifs politiques définis par le Komintern. Malgré le nombre de facteurs à prendre en considération, il est plus aisé d'analyser la question agraire et les solutions proposées par les partis communistes avant la prise du pouvoir qu'après. Nous avons dit comment la structure socio-économique a influencé les programmes de collectivisation dans différents pays de démocratie populaire. Il est toutefois plus difficile d'élucider les déterminations politiques car, dans les conditions créées par le régime du parti unique (il y a en fait des partis non communistes mais, comme ils reconnaissent l'hégémonie du parti communiste, le régime peut être considéré comme étant à parti unique), les programmes rivaux et même les revendications des groupes socio-professionnels ne sont pas connus. Par ailleurs, le caractère autocratique de la gestion rend les autorités centrales plus indépendantes de la pression de ces groupes qui n'ont, du

reste, aucune possibilité d'action politique. Toutefois, même dans ces conditions, se manifestent des conflits sociaux qui opposent, le plus souvent, diverses organisations les unes aux autres. Il y a aussi des oppositions entre différents groupes (en particulier les divers échelons de l'appareil du parti communiste) qui cherchent à élargir leurs zones respectives d'influence et de contrôle sur la société. Dans cette lutte, les décisions politiques peuvent constituer un argument de poids, et le programme agraire formulé par la direction du parti est, en fait, un compromis entre les différentes forces en jeu.

L'évolution du rapport des forces politiques dans le cadre du système à parti unique, ainsi que les corrélations entre celui-ci et la structure socio-économique, n'ont pas été étudiées par les sociologues, ne serait-ce que du point de vue théorique. Faute donc de pouvoir nous en occuper ici, nous nous contenterons d'examiner l'influence de ces facteurs sur le programme agraire du parti, avant et après la prise du pouvoir.

Un exemple frappant peut être ici fourni par la Pologne. Après la crise politique de 1956, le programme de collectivisation a été abandonné et la plupart des exploitations collectives reçurent le droit de se dissoudre, voire même y furent encouragées. Le politique primant l'économique. Dans aucun pays, la collectivisation -- surtout dans la période de sa réalisation -- n'a apporté d'amélioration, ni dans la situation de l'agriculture, ni dans celle du marché alimentaire. Il y eut, au contraire, en règle générale, de sérieuses difficultés dans ce domaine. Le fait ne peut pas non plus s'expliquer par la résistance des paysans. Dans aucun pays ceux-ci n'étaient partisans de la collectivisation. Ils entraient dans les coopératives agricoles de production car les circonstances ne leur donnaient pas le choix. On peut affirmer que la situation socio-économique en Pologne était particulièrement défavorable à la collectivisation,

et l'hostilité des paysans exceptionnellement forte. Mais ce n'étaient pas là les facteurs décisifs. Le facteur décisif fut la crise politique déclenchée par la mort de Staline, dont la société prit conscience lors du rapport de Khrouchtchev au XXe Congrès du PCUS. Dans ces circonstances, la situation de l'agriculture et le mécontentement des paysans n'ont été qu'un argument dans la lutte pour le pouvoir de différents groupes. L'abandon de la collectivisation (de pair avec d'autres mesures économiques provisoires) a amélioré la situation alimentaire, qui exerce toujours une sérieuse influence sur le moral de la population. Il a aussi renforcé la sentiment d'indépendance nationale, car le programme de collectivisation était ressenti comme une imitation mécanique des solutions soviétiques. Enfin, il a réduit la pression de l'opinion publique sur l'appareil du parti au moment où celui-ci devait renouveler son crédit. Il faut ajouter qu'une grande partie des membres de cet appareil étaient d'origine paysanne, ce qui les rendait sensibles aux sentiments et intérêts de la campagne, surtout dans l'atmosphère de crise et de remise en question des paroles et des actes du parti. Cette crise politique conduisit donc finalement à l'adoption d'une politique pragmatique d'encouragement à l'agriculture individuelle.

Quelque peu différent a été la caractère de la crise politique de 1970. De nouveau, la stagnation de l'agriculture et le mécontentement des paysans n'ont, tout au plus, constitué qu'un argument dans la critique de l'équipe précédente. Les nouveaux changements dans la politique agraire permettent aussi d'affirmer l'influence du politique sur les solutions adoptées. C'est le cas de l'abolition des livraisons obligatoires, la permission (sans net encouragement) de développer des exploitations hautement productives et même, dans une mesure limitée, de caractère capitaliste, puisque employant des ouvriers salariés. Le renoncement à la politique de *limitation et de refoulement*, n'a pas eu pour résultat la renaissance d'exploitations fami-

liales, mais la pénétration du capital accumulé par certains groupes urbains, employé dans ces domaines de la production agricole qui assurent les bénéfices les plus élevés: production industrielle de volaille et de porcins, cultures en serres et sous bâches, etc., ceci même sur des surfaces restreintes. En démontrant l'écart considérable entre la politique agraire pragmatique et les solutions marxistes-léninistes, il faut souligner qu'il n'y a là nul changement du programme agraire à long terme. La vision d'une agriculture industrielle fondée sur de grandes exploitations d'Etat demeure l'objectif final, affirmé plutôt discrètement pour ne pas éveiller d'inquiétudes, et réalisé par le transfert progressif des propriétés privées aux exploitations agricoles d'Etat. Cette politique pragmatique, admettant (sans l'assister) le développement limité des exploitations familiales ne constitue pas un nouveau programme, mais tout simplement une concession politique passagère.

Conclusion

Malgré les obstacles auxquels s'est heurtée, surtout en Pologne, la réalisation du programme agraire, l'analyse de la question agraire dans les démocraties populaires n'a pas subi de modifications sérieuse, si ce n'est le développement de certains points. La vision d'une *bonne agriculture* n'a pas changé. L'agriculture, organisée à l'exemple de l'industrie, demeure l'objectif final, avec des entreprises gigantesques comme unités de production de base. Sans arguments à l'appui, on admet que "plus l'entreprise est grande, plus elle est moderne, rationnelle, productive, etc." Conformément aux principes idéologiques en vigueur, la propriété étatique est la "forme suprême" de la propriété. Suivant cette conception, le système économique est centralisé et dirigiste. Les *stimulants de marché* ne sont, dans la pratique, qu'un instrument politique provisoire. Le plus souvent, ce sont de simples manipulations comptables qui n'ont pas d'in-

fluence notable sur les activités économiques, sinon les effets négatifs inévitables qu'introduit toute complication bureaucratique. De toute manière, ces stimulants doivent disparaître dans l'avenir.

On entrevoit la solution de la question sociale (paysanne) dans la transformation des agriculteurs en fonctionnaires identiques aux ouvriers des entreprises industrielles de l'Etat, aux travailleurs des services et du commerce, aux administrateurs ou aux intellectuels. Ceci doit aboutir à la "suppression des différences entre la campagne et la ville" et donc à la création de la société communiste sans classes.

Alors que la vision d'une *bonne agriculture* n'a pas beaucoup varié, la définition des moyens pour y parvenir a subi de sérieux changements dans les pays de démocratie populaire. Aucun d'eux n'a eu recours à la nationalisation du sol. Celle-ci a donc été éliminée en tant qu'instrument des transformations, ce thème a fait jadis l'objet de discussions de caractère fondamental. Le problème de la propriété du sol a été vidé de toute signification pratique par le collectivisme et, si même la nationalisation figure parmi les objectifs finaux, c'est uniquement à titre symbolique, en tant que "couronnement de l'édification du communisme." Le programme de collectivisation a, lui aussi, subi de sérieuses modifications. Le renforcement de la lutte de classes contre les capitalistes ruraux et la politique de *limitation et de refoulement* ne sont plus essentiels. Cette politique peut être plus ou moins réalisée selon la situation sociale générale du pays, la structure socio-économique de son agriculture et la tactique du parti qui, elle, est déterminée par des circonstances particulières. Seule, donc, la situation locale décide de son application. Le programme admet un nombre considérable de variantes et de types d'exploitations collectives, ceci afin d'encourager les différents groupes de paysans à y accéder. Toutefois, on n'a

pas renoncé à la transformation progressive de ces exploitations, en renforçant le contrôle centralisé, en calquant leur organisation sur celle de l'entreprise industrielle, en limitant les éléments del'exploitation familiale. Le rythme de cette transformation est subordonné à la situation locale, d'où les lopins individuels qui perpétuent encore la production familiale au sein des exploitations collectives.

Le changement le plus important a consisté à reconnaître que le programme de collectivisation peut être remis à beaucoup plus tard, ce qui a conduit à autoriser pour un temps le développement des exploitations familiales, subordonnées toutefois à la gestion centralisée. De ce fait, l'introduction des formes de production industrielles peut également s'accomplir par l'intégration verticale de l'agriculture, associée à l'amélioration de la structure (superficie moyenne) des exploitations, à leur spécialisation plus poussée, à leur rattachement plus étroit aux entreprises de services agricoles et aux industries de transformation, enfin à leur subordination aux prescriptions légales qui assurent l'accroissement contrôlé des exploitations d'Etat.

Cette politique, appliquée en Pologne aux exploitations individuelles privées, l'est également aux exploitations collectives dans les autres démocraties populaires, où il est procédé à la création de complexes agro-industriels, à la fusion des coopératives en combinats, à la réunion des terres coopératives et étatisées en nouveaux complexes, à l'égalisation de la situation des paysans coopérateurs et des travailleurs agricoles de l'Etat, etc.

Les principes admis quant au sens et au mode de solution de la question agraire n'ont pas été remis en question dans les programmes. Seule a été développée la partie relative aux moyens de parvenir à une agriculture industrialisée. Les programmes agraires ont été, en principe, réalisés (quoique

pas encore sous leur forme finale) dans tous les pays de démocratie populaire sauf en Pologne. Toutefois, les réalisations n'ont pas été à la mesure des espoirs dans les domaine économique et social. L'agriculture est toujours incapable de remplir ses tâches fondamentales, c'est-à-dire approvisionner la société en une quantité suffisante de produits alimentaires. Par rapport à l'agriculture capitaliste, elle n'assure ni une productivité, ni un rendement plus élevés, tout en n'étant pas plus moderne par ses techniques. Les promesses de justice sociale, elles non plus, n'ont pas été remplies. Dans aucun des pays considérés, les paysans ne sont parvenus à l'égalité avec les autres groupes socio-professionnels quant à l'accès aux biens les plus estimés. Bien que la propriété privée du sol ait partout (excepté la Pologne) disparu, la stratification sociale reste un fait.

La question agraire a donc été théoriquement résolue par la réalisation du programme de collectivisation, mais aucun de ses problèmes pratiques n'a trouvé de solution. En ce sens, la question agraire n'est pas encore résolue. Cet échec n'a pourtant pas, jusqu'à présent, suscité de tentatives plus sérieuses de révision des principes. On se déclare plutôt convaincu que l'accélération du rythme d'industrialisation de l'agriculture et la modernisation technique de la production apporteront les avantages escomptés.

(Traduit par J. Wolf)

Tableaux comparatifs (1)

Données caractéristiques

		R.D.A.
Population active totale (milliers)	1975	7 947,6
Population active agricole (milliers)	1975	878,5
Part de la population active agricole dans la population active totale (en %)	1975	*11,0*
Part de la population active féminine (en %)	1975	*49,6*
Part de la population active féminine dans l'agriculture (en %)	1975	*43,3*
Part du secteur agricole dans le revenu national (en %)	1975	*10,0*
Superficie agricole utile en hectares (1 000 ha)	1975	6 295

Source: Annuaires statistiques nationaux

(1) Certains chiffres diffèrent de ceux donnés dans le texte qui suit en raison de l'hétérogénéïte des sources statistiques utilisées.

Tableaux comparatifs (1)

1. -- Données caractéristiques

Bulgarie	Hongrie	Pologne	Roumanie	Tchéco-slovaquie
5 100	5 085,5	16 047 (1974)	10 150,8	7 435
1 530	1 156,8	5 359,0	3 863,9	1 129,0
28,9	*22,7*	*31,6*	*38,1*	*15,2*
48	*44,0*	*46,2* (1974)	*32* (1973)	*47,8*
	39,1	*53,5* (1974)	*60* (1973)	*44,2*
22,0	*16,3*	*12,6*	*16,6*	*8,3*
5 955	6 77(	19 209	14 946	7 004

2. -- Répartition selon des divers types d'organisation de la surface cultivée et de la population active agricole (en %)

		Fermes d'Etat
Hongrie	Superficie	15
	Actif	13,3
Pologne	Superficie	16,8
	Actif	8,1
RDA	Superficie	8,2
	Actif	15,7
Roumanie	Superficie	31,1
Tchécoslovaquie	Superficie	30,3
	Actif	25,4
Bulgarie	Superficie	

Source: Superficie: Statisticesky ezegodnik stran Clenov Sev 1976
Actif: Annuaires statistiques nationaux

?. -- Répartition selon les divers types d'organisation de la surface cultivée et de la population active agricole (en %)

Coopératives	Divers, autres exploitations
70	15
62	24,7
	(exploitations individuelles)
1,6	81,6
1,1	90,8
82,0	9,8
84,3	--
54	15,9
	(secteur privé)
60	9,2
68,6	6
90,3	,7

Reprinted with permission from "Notes et Etudes Documentaires 4 mars 1977 Nos. 4368-4369," *La Documentation Française, Structures Sociales en Europe de L'Est.*